



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Comité permanent du patrimoine canadien

CHPC



NUMÉRO 010



1^{re} SESSION



41^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le jeudi 3 novembre 2011

Président

L'honorable Rob Moore

Comité permanent du patrimoine canadien

Le jeudi 3 novembre 2011

•(0850)

[Traduction]

Le président (L'hon. Rob Moore (Fundy Royal, PCC)): Nous allons commencer.

Bienvenue au Comité permanent du patrimoine canadien et à notre étude du cent cinquantaire du Canada.

Mesdames et messieurs, nous accueillons des experts très prestigieux qui ont beaucoup d'expérience et de savoir-faire du sujet de notre étude

Bienvenue à tous nos témoins.

Nous accueillons aujourd'hui M. Peter Aykroyd, ancien directeur des relations publiques de la Commission du centenaire du Canada, de 1963 à 1967. Il a occupé différents postes au sein de la fonction publique fédérale, dont celui de secrétaire adjoint du Cabinet pour le Conseil privé et de sous-ministre délégué de Transports Canada. En 1992, il a aussi publié *The Anniversary Compulsion: Canada's Centennial Celebrations, A Model Mega-Anniversary*

Bienvenue, monsieur Aykroyd.

Certains parmi vous connaissent peut-être le fils de M. Aykroyd, M. Dan Aykroyd, qui est ici aujourd'hui. Je lui ai proposé de s'asseoir à la table, mais cela n'aurait probablement que provoquer des questions tout à fait hors sujet, mais bienvenue à vous également, monsieur.

Nous accueillons aussi monsieur Peter MacLeod, de MASS LBP. Au mois de mars 2010, MASS LBP s'est associé à l'Institut d'administration publique du Canada pour organiser la Conférence 150!Canada. Des fonctionnaires, des chefs d'entreprises, des universitaires et des artistes se sont réunis au Centre national des Arts à Ottawa pour réfléchir au 150^e anniversaire du Canada. Il y a donc un lien très étroit avec notre étude d'aujourd'hui.

Nous accueillons aussi M. Colin Jackson, d'imagiNation 150, un groupe d'Albertains qui cherche des façons de célébrer le 150^e anniversaire du Canada en 2017.

Bienvenue à nos trois experts. Vous aurez chacun 10 minutes pour faire une déclaration préliminaire puis les membres du comité pourront vous poser des questions.

Nous commencerons donc par M. Peter Aykroyd. La parole est à vous.

M. Peter Aykroyd (ingénieur, à titre personnel): Est-ce que nous avons 10 minutes chacun ou 10 minutes pour nous trois?

Le président: Vous avez 10 minutes chacun, mais nous ne sommes pas trop rigides sur ce point.

M. Peter Aykroyd: Vous remarquerez que mon fils Dan porte l'insigne de l'Ordre du Canada. Il a aussi un doctorat de l'Université Carleton. Quand Danny est dans la pièce, vous avez à la fois un « *ghostbuster* », un « *blues brother* » et un « *conehead* ».

Des voix: Oh, oh!

M. Peter Aykroyd: Je n'ai que quelques remarques générales à faire pour le moment, qui sont des questions de principe plutôt que de détail, mais je crois qu'elles vous seront probablement utiles, du moins je l'espère.

Premièrement, il n'existe aucun récit officiel de l'année 1967 à part *The Anniversary Compulsion*. J'en ai des exemplaires pour quiconque voudrait en prendre un. Il est encore en librairie. Chose curieuse, c'est la seule chronique du centenaire de 1967 qui a été écrite. C'est peut-être un indice pour le nouveau groupe qui va prendre en charge l'aspect du patrimoine. Vous êtes mieux de désigner quelqu'un pour en écrire l'histoire, parce qu'on peut tenir pour acquis qu'elle se perdra, comme ce fut le cas du centenaire de 1967.

Deux types de circonstances donnent envie de célébrer... le retour d'une date du calendrier telle qu'un anniversaire de naissance, et une date repère, particulièrement si elle est divisible par cinq — 2016, c'est couci-couça, 2018, c'est trop tard. C'est étrange — et je vous laisserai percer ce mystère — pourquoi si c'est divisible par cinq, cela devient important. Je n'ai pas encore trouvé d'explication qui me satisfait vraiment.

La question n'a rien à voir avec le nationalisme. Il y a une distinction très fine entre nationalisme et patriotisme. Je m'interroge à ce sujet, mais je crois que nationalisme a une connotation différente. On réserve ce mot à l'analyse comparative de pays et de cultures ainsi qu'aux caractéristiques et à l'histoire qui leur sont propres. Le patriotisme est quelque chose de subtil ou de plus personnel. Rappelez-vous: « Existe-t-il l'être sans âme/Qui ne se soit jamais écrit/C'est ma patrie, ma terre natale! »

2017, voilà de quoi est fait le patriotisme: mon pays, ma terre natale. Aux fins de la planification et de la réflexion au sujet de ces célébrations, il est fondamental de faire cette distinction entre le nationalisme et le patriotisme. Je vous le souligne comme question philosophique à considérer dans votre planification.

Aucune analyse quantitative ou qualitative n'a été faite des programmes après 1967. Les programmes se sont simplement déroulés comme prévu, et c'est tout. À ce jour, exception faite de quelques mémoires de maîtrise et thèses de doctorat, il n'y a encore aucune analyse qualitative ou quantitative des événements.

Toutes les archives de la Commission du centenaire — et il m'incombait de veiller à ce que ce soit fait — se trouvent aux Archives nationales du Canada. Il y en a huit étagères le long de la rue, au même niveau que la rivière Outaouais. Elles occupent plus de 100 mètres de rayons. Le moindre morceau de papier que nous ayons jamais eu s'y trouve.

● (0855)

Ce n'est donc pas la matière qui manque pour vraiment saisir ce qui s'est produit dans certains de ces programmes et s'ils ont été fructueux ou non. C'est un énorme avantage pour quiconque planifie le 150^e du Canada. La matière est toute là, prête à être utilisée.

Dans mon analyse personnelle, dans le livre *The Anniversary Compulsion*, j'ai tenté d'expliquer le pourquoi et le comment de la compulsion des anniversaires, et mes constatations sont encapsulées dans ce que j'appelle l'axiomatique des anniversaires. J'ai examiné tous les programmes, j'en ai extrait l'essence, puis j'ai pris un recul pour me demander: « Bien, si nous voulons le refaire, quelles règles devrions-nous suivre? » Dans le chapitre *The anniversary axiomatic*, je présente mes dix préceptes pour réussir la célébration d'anniversaires. Je vous les recommande car je crois qu'ils ont une certaine valeur.

J'aimerais rendre hommage à Peter MacLeod de l'Institut d'administration publique qui a organisé en mars 2010 la première conférence sur le sujet.

Je crois que c'est là tout ce que je veux dire dans mes remarques générales. Je serai évidemment heureux de répondre à vos questions plus tard.

Je vais simplement tenir un exemplaire de *The Anniversary Compulsion* et dire que je n'ai pas besoin d'en dire plus; tout est dans le livre.

Je vous remercie.

Le président: Merci, monsieur.

Nous passerons maintenant à Peter MacLeod.

[Français]

M. Peter MacLeod (directeur, MASS LBP): J'ai le plaisir de me joindre à vous ce matin pour vous parler du 150^e anniversaire du Canada.

[Traduction]

C'est probablement une des occasions les plus agréables en fait de comparaison devant un comité parlementaire, de parler d'un sujet comme le cent cinquantième du Canada en 2017. Bien sûr, c'est aussi un plaisir tout particulier de revoir Peter Aykroyd ainsi que Colin Jackson.

Peter s'est entretenu avec près de 20 éminents Canadiens à la conférence que nous avons organisée au Centre national des Arts, et des enregistrements vidéos sont disponibles. Tous sont là, de Roch Carrier à Beverly McLachlin à Peter Aykroyd et d'autres, qui ont fait part de leur réflexion sur l'importance de 1967 et de souligner notre cent cinquantième de belle convenance. Je vous recommande donc d'y jeter un coup d'oeil.

Mon but aujourd'hui est de tenter de vous relater un peu ce qui s'est produit à cette conférence et de vous parler un peu de l'histoire entourant 1967, qui est couverte de façon si compétente dans le livre de Peter et également dans la recherche d'Helen Davies. Je crois comprendre que le Comité a rencontré Helen la semaine dernière. J'ai apporté des exemplaires de sa dissertation.

C'était curieux. Tandis que nous nous préparions à faire des recherches en vue de notre conférence, nous sommes tombés sur sa

thèse de doctorat dans les archives à l'odeur de renfermé de l'université de Winnipeg. Je vous assure, c'est vraiment agréable pour une ancienne étudiante au doctorat de recevoir un appel de nulle part lui annonçant non seulement l'intérêt que sa thèse a suscité mais le désir de la publier également. Nous l'avons fait exactement pour la raison que Peter a expliquée, le fait qu'il y a vraiment trop peu de documents sur ce qui s'est produit au cours de ce qui fut, comme tous en conviendront je crois, une année marquante pour notre pays.

J'aimerais parler un peu ici de l'histoire, puis faire le point pour vous sur quelques initiatives qui ont été amorcées depuis la conférence.

Je parlerai d'abord de certaines personnes qui ont joué un rôle. Je suppose qu'Helen a traité en partie des détails relatifs à la commission qui avait été créée. Pour ma part, je m'intéresse plutôt au cent cinquantième à titre d'exercice d'imagination collective. C'est également le titre que nous avons donné au rapport de la conférence. Bien entendu, quand je reviens sur 1967, j'obtiens toute mon information de seconde main, de mes parents et de leurs amis et voisins, et il est frappant de constater également que vous avez vraiment trois générations à la table aujourd'hui, chacune ayant son propre lien au centenaire et au cent cinquantième. Le centenaire a été une sorte de sommet pour une grande partie de l'énergie publique et politique dans notre pays.

Il suffit de penser à l'histoire des années 1960, une histoire partagée, bien sûr, entre des gouvernements conservateurs et libéraux. Nous commençons en 1960 avec la Déclaration des droits de Diefenbaker. En 1961, la vague de changement technologique balayait le pays. Le premier ministre a fait le premier appel téléphonique transatlantique à la Reine. À peine un an plus tard, nous avons lancé un satellite dans l'espace. Nous étions le troisième pays à le faire. En 1964, la carte d'assurance sociale a été émise pour la première fois. En 1965, nous avons eu un nouveau drapeau. Toronto a construit un nouvel hôtel de ville. En 1966, la CBC a commencé à diffuser en couleur. Nous avons eu le Régime de pensions du Canada. Nous avons construit la ligne Bloor-Danforth qui traverse Toronto. Montréal a obtenu un métro et les Canadiens, l'assurance-maladie.

Mais nous ne nous arrêtons pas là, parce qu'en 1967, bien sûr, l'année du centenaire, nous avons chanté un nouvel hymne national, nous avons bâti une nouvelle bibliothèque nationale, nous avons décerné pour la première fois l'Ordre du Canada, nous avons participé à l'une des grandes expositions universelles, l'Expo 67 à Montréal, et à peine 1 000 personnes sont venues assister à huit spectacles pendant le premier festival Caribana à Toronto.

Bien sûr, le bilan politique ne s'arrête pas là, mais il est important de souligner qu'il ne s'agissait pas uniquement d'une fête, qu'il y avait, à mon avis, un véritable sentiment d'un élan qui permettait au Canada de devenir un pays moderne et dynamique, qui commençait à s'écrire pour lui-même un scénario différent. Je veux m'étendre un peu plus longuement sur ce sujet. En tant que pays, nous avons commencé et terminé la décennie dans des situations très différentes. C'était une période de métamorphose et de réinvention. Peu de ces choses étaient liées au centenaire; bien sûr, il n'y a pas de lien causal, mais ce que le centenaire a fait, c'est de mettre en place un échancier, un objectif à atteindre.

● (0900)

C'était puissant, parce que cela concentrait l'attention de tous sur trois questions: après cent ans, où en sommes-nous, qui sommes-nous et où allons-nous? Sous cet angle, le centenaire a été quelque chose d'utile. Il a eu un effet politique, il a servi de catalyseur, parce qu'il nous a donné une occasion publique de nous poser ces questions de façon libre et ouverte en dehors des crises publiques qui génèrent généralement ce genre de débats au sujet d'un changement radical.

L'esprit du centenaire nous a plutôt permis de proposer de nouvelles idées concernant la façon dont nous allons vivre ensemble en tant que société — ou, à tout le moins, je pense que c'est ce que deux personnes, Roby Kidd et Freda Waldon, avaient peut-être en tête. S'il vous venait l'idée qu'il faut ériger des statues pour notre cent cinquantième, je crois que Roby Kidd et Freda Waldon seraient d'excellents candidats, parce qu'ils ont probablement façonné plus que quiconque au Canada l'esprit du centenaire, même si je suis certain qu'ils refuseraient d'en prendre le crédit.

Dans le cas de Roby, beaucoup d'entre vous connaissent peut-être son fils, Bruce Kidd, qui a été pendant bien des années le doyen des activités sportives à l'université de Toronto et qui était lui-même un athlète olympique. Son père a été le premier Canadien à obtenir un doctorat en éducation des adultes. Il était ce que l'on pourrait appeler un entrepreneur protosocial.

Freda Waldon dirigeait le réseau des bibliothèques publiques de Hamilton. Elle était aussi à la tête de l'Association canadienne des bibliothèques et était donc aux premières loges pour voir le pouvoir transformateur de l'alphabétisation et de l'éducation.

M. Kidd et Mme Waldon ont tous deux compris la valeur de ce que nous appelons aujourd'hui un apprentissage autonome qui dure toute une vie. Et c'est là le lien que je voudrais vraiment souligner pour le comité aujourd'hui: le centenaire à titre de possibilité d'apprentissage. Dès que vous parlez d'apprentissage ou de pédagogie, vous commencez immédiatement à penser, évidemment: « Eh bien, cela ne semble pas très amusant, cela n'évoque pas une fête fantastique ». Pourtant, de fait, c'était l'étincelle, d'après moi, qui a rendu le centenaire aussi mémorable qu'il l'a été.

Ils croyaient tous deux qu'une bonne société est celle qui encourage la curiosité, la découverte et l'amélioration de soi. Ensemble, ils ont été parmi les premiers à reconnaître la possibilité qu'offrait le centenaire du Canada et je crois qu'en le faisant, ils ont contribué à jeter les fondements de ce qui allait suivre.

Dix ans avant le centenaire, en 1957, ils ont organisé une conférence qui réunissait 32 organisations différentes, comme les YMCA et des fondations locales, des groupes d'enseignants et des bibliothécaires. Un an plus tard, ils se sont réunis de nouveau, et, peu de temps après, le Conseil du centenaire de la Confédération a été créé. Il s'agissait d'une organisation bénévole dont le but était d'amener les gens à penser à 1967 et à exercer des pressions sur le gouvernement pour qu'il aille de l'avant. Parce que ce n'est pas le gouvernement qui a montré la voie vers 1967. Ce sont des citoyens comme Roby et Freda. Ils ont réussi à faire passer l'idée que le centenaire n'appartenait pas au gouvernement. Il appartenait aux Canadiens, et il leur incombait de décider comment ils voulaient le célébrer. Ils espéraient que le centenaire encouragerait la curiosité, la découverte et l'amélioration de soi. Ils ont imaginé un centenaire qui célébrerait l'exaltation de l'apprentissage. Qui permettrait d'apprendre sur soi, sur ses voisins et son pays, et cela pouvait se faire sans que jamais personne n'ouvre un manuel scolaire.

Ce qui est extraordinaire, c'est que des millions de Canadiens ont accepté l'invitation — dépassant toutes les attentes à Ottawa — et ont organisé des milliers d'initiatives et d'événements communautaires; ils ont commencé à voir par eux-mêmes que, malgré leurs différences, d'une région à l'autre, ce qu'ils partageaient, c'était ce désir d'apprendre et de célébrer.

Pour les Canadiens en 1967, cela importait peu si votre façon de célébrer était de bâtir une plateforme pour OVNI à St. Paul, en Alberta — au cas où — d'organiser une course de baignoires à Nanaimo, en Colombie-Britannique, de lancer un festival caribéen à Toronto ou d'organiser une reconstitution historique à l'Î.-P.-É. L'important était que les gens prennent des initiatives. Ils se laissaient aller spontanément, dans la joie, à concocter leur propre centenaire partout au pays. Et le gouvernement les a encouragés de façons très intéressantes.

J'attire maintenant votre attention sur les exemplaires couleur que je vous ai remis. Dans les années 1960, l'une des publications les plus connues était le livre d'Abbie Hoffman, intitulé de façon provocatrice *Steal This Book*.

● (0905)

Le gouvernement du Canada, avec l'aide de M. Aykroyd je suppose, a diffusé une publicité dans les principales publications qui ressemblaient à ceci. La première ligne se lit comme suit:

Prenez ce symbole du centenaire

Mettez-le sur une bannière, utilisez-le sur vos produits et dans votre publicité, imprimez-le sur votre papeterie, peignez-le sur vos véhicules, portez-le sur le revers de votre veston, affichez-le sur vos boîtes[...] collez-le sur vos enveloppes de paie, imprimez-le au pochoir sur vos tasses de café. Transportez-le, faites-le voyager en avion. Mais avant tout

Utilisez-le.

Il y avait un coupon à envoyer à Ottawa pour qu'on vous renvoie des illustrations prêtes à photographier. J'aime lancer à la blague: « Essayez la même chose avec les anneaux olympiques ». C'est avant l'époque de la source ouverte. C'est un gouvernement confiant que ses citoyens utiliseront un symbole fédéral qui créera visuellement une certaine constance, une certaine cohérence, dans toutes ces initiatives différentes.

Nous ne nous faisons pas particulièrement de souci au sujet de ce que vous faisiez. Notre préoccupation, c'était que vous le fassiez, et nous voulions trouver un moyen subtil, mais marquant, de créer un certain lien entre ces initiatives.

J'ai beaucoup parlé de l'importance de Roby et Freda et de l'accent mis sur l'apprentissage, mais avec le recul, quels ont été quelques-uns des événements majeurs? C'était le train canadien qui a traversé le pays d'une extrémité à l'autre et qui a lancé une nouvelle muséologie, qui a offert des possibilités à une nouvelle génération de conservateurs et de directeurs de théâtre de mettre en scène leur propre histoire du pays. Si vous alliez à l'Expo, elle avait pour thème « Terre des hommes », ce qui peut sembler un peu vieilli, pour des raisons évidentes, mais c'était vraiment une occasion d'apprentissage. Il était question de l'homme et de la technologie, de l'homme et de la nature, de l'homme et de la société, et d'apprendre comment notre monde changeait. Je vous dirais qu'au cours des quelque 40 dernières années, la société a évidemment changé de façon radicale et nous devons une fois encore penser autant à où nous en sommes et à qui nous sommes qu'à ce vers quoi nous voulons aller.

Cette publicité, « Qu'est-ce que le centenaire? » est une publicité fabuleuse du gouvernement, comme vous en conviendrez avec moi, j'espère. Je ne la lirai pas en entier. Elle dit à la fin:

C'est aussi un moment pour penser à nos réalisations passées, à notre évolution vers un pays moderne et dynamique et pour encourager un avenir prospère et splendide.

On ne peut qu'aimer la confiance des années 1960. Ils savaient s'y prendre en matière de modernisme.

« Que planifiez-vous pour le centenaire? » Cela ne veut pas dire: voici un calendrier d'activités auxquelles vous devriez participer, mais plutôt, quelles mesures allez-vous prendre pour en faire un événement majeur?

Je veux vous présenter une dernière publicité, puis j'amorcerai ma conclusion, compte tenu du temps. C'est la dernière publicité que le gouvernement a diffusée, qui servait en réalité à commémorer ce qui avait été accompli. Elle fait donc dans la rétrospective. Une fois encore, je ne lirai que le dernier paragraphe. Il est vraiment frappant parce que je crois que tous les autres pays du monde l'auraient exprimé un peu différemment. On ne dit pas qu'en 1967, nous nous sommes célébrés en tant que nation. On dit:

En 1967, nous avons beaucoup appris sur nous-mêmes en tant que nation. Ne nous arrêtons pas maintenant! Profitons de cette nouvelle connaissance de nous-mêmes. Et faisons de chaque année à venir une année d'excitation et de découverte. Nous l'appellerons simplement 1968 « Le centenaire plus un an » et ainsi de suite!

À mon avis, il ne s'agit pas d'un exercice de promotion agressive du Canada. Il ne s'agit pas d'un exercice qui fait dans la nostalgie. Je crois que le travail qui a été fait dans le cadre du centenaire est vraiment instructif parce que je crois que l'esprit qui l'animait est toujours aussi pertinent aujourd'hui qu'il l'était à l'époque.

Comment allons-nous exploiter 2017 comme une possibilité de mettre les Canadiens au défi de penser un peu plus en profondeur au genre de société dans laquelle nous voulons vivre et à la façon dont notre pays a changé? Nos 100 premières années ont été définies par la géographie, mais je crois que depuis 1967, la géographie a cédé le pas à la démographie. En 2017, le tiers de la population du pays sera né à l'étranger. Il est temps que nous profitons de cette occasion pour avoir une bonne discussion au sujet de qui nous sommes et d'où nous allons.

Je suis conscient du temps qui s'écoule.

• (0910)

Le président: Cela fait 12 minutes, mais...

M. Peter MacLeod: C'est très gentil. Je m'arrêterai là et je pourrai peut-être revenir sur la conférence et parler de certaines choses qui se passent déjà un peu partout au pays en répondant aux questions.

Le président: Je vous remercie, monsieur MacLeod.

Maintenant, pour terminer, à vous la parole, monsieur Jackson.

M. Colin Jackson (président, imagiNation 150 (Calgary)): Je vous remercie beaucoup.

À Calgary, nous voulons influencer sur l'esprit de 2017, par exemple en donnant des cadeaux au Canada. Nous sommes un groupe de personnes pas du tout autorisées par qui que ce soit, sauf nous-mêmes. Deux ou trois d'entre nous sommes retraités et nous pouvons donner deux ou trois jours par semaine. D'autres membres sont encore en affaires et donnent moins de temps, tout en apportant une contribution importante. Nous avons amassé un peu d'argent. Nous avons un bureau, grâce à la générosité de la chambre de commerce. Nous avons un employé à temps partiel. Nous avons des relations chaleureuses et le début de ce qui, croyons-nous, servira d'exemple — du bon et du moins bon — au reste du pays, si des gens souhaitaient s'en inspirer. Comme je l'ai dit, nous voulons aussi donner des cadeaux.

Le cadre que nous proposons, du moins pour nous-mêmes — et nous espérons qu'il sera repris sous une quelconque forme à l'échelon national pour 2017 — c'est que le Canada célèbre son anniversaire. Nous y assisterons tous. Quels cadeaux apporterons-nous? De quoi la nation a-t-elle besoin? Il s'agit d'une occasion qui s'offre à nous d'exercer un leadership, peu importe où nous sommes, peu importe qui nous sommes, pour la nation. Cela signifie qu'il y aura toutes sortes de projets et toutes sortes de perspectives et de points de vue, mais c'est ce que nous comptons influencer, cet esprit.

Je crois qu'il va de soi que, comme être humain, nous nous soucions de ce que nous aidons à créer. Nous avons eu un exemple malheureux de l'inverse, du moins à mon avis, lors du centenaire de l'Alberta il y a quelques années. Cet anniversaire avait été beaucoup trop planifié à partir d'en haut. La province, le gouvernement provincial, avaient essentiellement organisé une fête et invité la population. Elle est tombée à plat. Elle n'avait pas d'envergure, elle n'était pas génératrice. On ne s'en souvient à peu près pas.

Je devrais m'arrêter une seconde et dire que c'est le seul exemple que je connais où l'Alberta a fait fausse route en matière de politique publique. J'ai pensé me permettre au moins un moment d'humilité.

Ayant tiré des leçons de notre participation accessoire à ce centenaire, moi et d'autres sommes encore plus convaincus qu'il faut que cet événement mobilise largement la population et stimule ce qui peut constituer un leadership inexploité dans le pays. Je pourrai y revenir.

Nous avons donc une petite organisation. Nous établissons de plus en plus de relations et je vous en donnerai quelques exemples. Nous voulons comprendre mieux, en tant que ville, le chemin que nous avons parcouru depuis 1967, notre situation actuelle et nos aspirations. Nous comptons le faire pas simplement au moyen de sondages téléphoniques, mais par l'intermédiaire de conversations, de recherches vivantes. L'université de Calgary collabore avec nous à cette fin. Nous avons un site Internet qui demeure, pour le moment, vraiment rudimentaire. Il permet aux visiteurs de faire leurs vœux au Canada, mais il n'est pas itératif. Il ne fait pas encore ce que le site Internet fera un jour, c'est-à-dire servir d'agrégateur, d'un endroit où les gens pourront afficher ce qu'ils font, où ils pourront entrer en rapport avec d'autres personnes qui font quelque chose de similaire ailleurs au pays, être encouragés et apprendre les uns des autres.

Pour amener le site Internet à ce prochain niveau, nous sommes en étroite conversation avec l'une des grandes chaînes de journaux, l'entente étant qu'ils sont prêts — et il le sont jusqu'à présent — à le faire comme cadeau, pas comme leur projet exclusif mais plutôt comme leur cadeau au Canada. C'est dans l'esprit dont nous parlions.

Il est question de toutes sortes de petits projets. Celui-ci ne se situe pas à Calgary, mais je parlais avant-hier à un enseignant du secondaire du Québec et il me faisait remarquer que les élèves qui entrent au secondaire cette année en sortiront en 2017. Il meurt d'envie de trouver une façon, avec ses collègues, de construire une arche pour ces élèves, de façon que lorsqu'ils termineront leurs études en 2017, ils auront un lien particulier avec le cent cinquantième, avec le Canada, un lien particulier avec leur participation à l'événement. Une fois encore, c'est très préliminaire. Nous ne savons pas encore très bien en quoi le projet consistera, mais c'est cette réflexion qui est importante, le sentiment qu'une occasion s'offre à nous.

Je parlais d'autres formes de leadership. De nouveau, quand je m'adresse à ces organisations ou à ces personnes, je ne leur demande d'aucune façon de s'engager. Nous avons des conversations et nous en sommes aux tous débuts, mais les chambres de commerce nationales et les chambres de commerce locales peuvent se proposer pour jouer un rôle de leadership — la nôtre à Calgary l'a déjà fait — pour réfléchir à quel genre de communauté, de municipalité, de ville, de province ou de pays nous voulons avoir. Une action positive pour la population est une action positive pour la chambre.

● (0915)

Il y a différents groupes confessionnels. Je suis en communication avec Cardus et avec des associations ismaéliennes, et il y en a beaucoup d'autres aussi, qui ont des réseaux à la grandeur du pays qui s'intéressent à ceux qui voudront participer dans un contexte religieux. Ces réseaux pourraient offrir un excellent leadership.

Il y a aussi toutes les organisations qui sont peut-être en train de se renouveler. Par exemple les 4-H: dans les pourparlers préliminaires que nous avons eus avec eux — une fois encore, je ne prends pas d'engagement pour eux, je ne fais que le mentionner — ils ont dit qu'ils pourraient peut-être organiser le plus grand échange d'élèves jamais vu au pays: tous les élèves de neuvième année du pays iraient vivre ailleurs. Sinon, nous pourrions jouer un rôle actif à titre de commission du tourisme pour servir de médiateur dans le plus grand échange de domicile — je ne parle pas ici d'invasion de domicile — au pays. Pour les plus jeunes, cela pourrait ressembler à du « *couch surfing* ». De fait, il s'agit d'établir un plan en 2017 en vue de visiter une partie du pays que vous n'avez jamais visitée et de le faire selon vos moyens. Il y a toutes sortes d'alliances possibles.

Je crois que le gouvernement du Canada peut jouer plusieurs rôles utiles, entre autres comme source d'information, ou comme accumulateur d'idées et de possibilités. Un autre rôle consisterait à faciliter la réglementation de l'ARC de sorte que si des filiales d'imagiNation 150 voyaient le jour dans différentes villes, ou peu importe la forme que cela pourrait prendre, elles pourraient être à même de délivrer plus rapidement des reçus aux fins de l'impôt. Le processus peut être très lourd.

Je suis sûr que des milliers de projets pourraient être tout à fait admissibles à une quelconque forme de subvention gouvernementale. Dans notre cas, nous n'en voulons pas et ce, pour différentes raisons, entre autres parce que nous croyons vraiment en l'idée qu'il s'agit d'une occasion d'animer la population sans compter sur le gouvernement, pas en opposition au gouvernement, mais sans lui. En partie, nous espérons recadrer une partie de la conversation politique que nous avons actuellement, pas en demandant ce que le gouvernement va faire pour moi, et allez-vous boucher mon nid-de-poule ou corriger ma facture d'impôt, mais plutôt pour faire en sorte que, comme citoyens, nous posions plus souvent la question: « Que pouvons-nous faire, madame la mairesse, monsieur le député, pour vous aider à être le meilleur décideur possible pour nous tous? » Autrement dit, essayez d'orienter cette conversation de manière à voir le gouvernement non pas comme un fournisseur de services, mais un gouvernement qui nous appartient. Si nous voulons faire partie de cette mouvance, nous ne devrions alors pas être des bénéficiaires de fonds publics. Toutefois, il y a toutes sortes de projets, allant des monuments commémoratifs de la guerre à des kiosques, des salles de concert, des échanges d'étudiants, qu'il serait très judicieux d'envisager sous ce rapport.

Parmi les autres réseaux que nous pourrions peut-être mobiliser, je pense aux membres de l'Ordre du Canada. Nous avons parlé à plusieurs récipiendaires de l'Ordre du Canada et je crois qu'ils vous diront tous qu'évidemment, ils étaient profondément honorés d'être

reconnus, mais qu'on ne leur a jamais rien demandé par la suite. Cette occasion peut être une façon très pertinente de mobiliser les récipiendaires de l'Ordre du Canada.

J'ai communiqué avec d'anciens gouverneurs généraux et avec les lieutenants-gouverneurs en poste qui pourraient jouer des rôles ici dans la position unique qu'ils occupent dans la structure de notre appareil d'État.

J'aurais encore beaucoup à dire, mais j'ai pensé que ce serait au moins un début.

Je vous remercie beaucoup de m'avoir invité. C'est pour moi un plaisir d'être parmi vous.

Je vous remercie.

● (0920)

Le président: Merci à nos experts, messieurs Aykroyd, Macleod et Jackson. Vos exposés ont été très instructifs.

Nous passerons maintenant à une série de questions. Nous allouons sept minutes à chaque député qui pose une question au premier tour, c'est-à-dire sept minutes pour la question et la réponse. Nous faisons ensuite le tour de la table.

Nous donnerons d'abord la parole à M. Brown.

M. Gordon Brown (Leeds—Grenville, PCC): Je vous remercie beaucoup, monsieur le président.

Merci à nos témoins d'être ici.

Plus j'entends parler de 2017, plus je suis emballé. J'étais en deuxième année à Toronto en 1967 et je m'en souviens vaguement comme d'une période excitante. J'étais trop jeune pour vraiment mesurer ce qui se passait à l'époque, mais je suis ravi que nous ayons des témoins aujourd'hui, en particulier vous, monsieur Aykroyd, qui avez été si intimement mêlé aux célébrations en 1967. J'ai hâte de lire votre livre.

Monsieur Aykroyd, je crois que nous voulons vraiment tirer profit de votre présence aujourd'hui. Vous pouvez peut-être nous donner un petit aperçu de quelques points saillants dont vous vous souvenez, et, je l'espère, nous lirons tous votre livre pour que nous puissions profiter de votre expérience.

Je vais vous laisser la parole et vous pouvez peut-être nous raconter quelques faits saillants que nous lirons dans votre livre.

M. Peter Aykroyd: Vous me laissez le champ entièrement libre en ouvrant la barrière, et je ne peux pas rester à me balancer dessus; je dois entrer dans le champ, et c'est un champ bien trop vaste. Je ne sais pas si je pourrai répondre à votre question de façon satisfaisante.

Il y a toutefois quelque chose que je n'ai pas dit dans mes remarques préliminaires et que vous n'abordez peut-être même pas... Monsieur le président, les députés n'ont pas beaucoup participé aux activités du centenaire, sauf que nous avons ces petites épinglettes sur des cartes, que nous avons distribuées aux gens. Nous les faisons imprimer par millions, et vous en avez entendu parler dans cette publicité.

Judy LaMarsh était la ministre responsable de la Commission du centenaire et elle a dit que la meilleure façon de distribuer des choses à la population, c'était de passer par les députés. Imaginez, nous, bureaucrates, ne nous étions même pas arrêtés à y penser, à nous apercevoir à quel point c'était fondamental et bien entendu, que c'était la réponse. Par conséquent, par millions, nous avons apporté les boîtes ici à la Chambre des communes et elles ont toutes disparu. Elles ont abouti dans les circonscriptions à la grandeur du Canada. Distribuées par qui? Par les députés.

Ce n'est qu'un fait qui peut vous sembler banal, je suppose, pour vous encourager à participer dès le début.

M. Gordon Brown: En ce qui concerne la création potentielle d'une commission, parce que vous y étiez manifestement intimement mêlé, est-ce quelque chose que le gouvernement devrait envisager? Je sais que nous ne sommes qu'en 2011 et que la plupart des Canadiens ne pensent pas encore à 2017, mais je pense que c'est notre responsabilité de planifier, et c'est la raison pour laquelle le comité entreprend cette étude. Vous pourriez peut-être nous dire si vous croyez que la création d'une commission serait une bonne idée, et ce qu'elle pourrait faire.

Et monsieur MacLeod, vous avez parlé un peu de certaines choses en cours. Vous pourriez peut-être nous parler de choses qui s'amorcent déjà.

M. Peter MacLeod: Vous me permettez de répondre brièvement.

Je dirais que oui, le gouvernement devrait créer une commission, et sans délai. Si vous prenez le centenaire comme précédent important, la commission avait été créée en 1962. Comme vous le savez, si nous voulons bâtir quelque chose de substantiel, il faut de la planification. Le délai à prévoir de nos jours pour obtenir une évaluation environnementale, pour régler tous les détails des contrats... il faut plusieurs années pour bâtir quoi que ce soit. Même si pour la plupart des Canadiens, 2017 semble encore très loin, en réalité, en matière de planification, c'est pratiquement demain, nous devons donc nous y mettre tout de suite.

Je comprends l'importance de commémorer le jubilé et la guerre de 1812 et il y a quelques autres repères, il y a peut-être un certain engorgement dans le système, mais ne passons pas à côté de cette occasion en laissant le temps filer.

À cette fin, je crois que toutes les provinces ont amorcé des discussions à l'interne sur ce qu'elles peuvent faire pour souligner le cent cinquantième. Plus particulièrement, l'Î.-P.-É. était la première sur la ligne de départ. Je me dois de vous recommander de prendre connaissance des travaux de David MacKenzie, qui a récemment été nommé PDG d'Î.-P.-É. 2014. Pourquoi 2014? Parce qu'évidemment, il s'agit du centenaire de la réunion des pères de la Confédération à l'Î.-P.-É. et le thème principal des célébrations à l'Î.-P.-É., c'est l'idée du grand rêve: nous avons un grand rêve sur cette île qui a abouti à la création du Canada. Ils vont donc passer l'année 2014 à célébrer cette réunion et à terme, ils aideront les Canadiens à créer un tremplin vers 2017.

Il y aura deux conférences: une en décembre au cours de laquelle les insulaires réfléchiront à ce qui doit se passer, puis ils vont inviter d'éminents Canadiens — à la tête d'organisations d'un océan à l'autre — à venir dans l'Île, probablement en février ou en mars prochain, pour une autre grande séance de réflexion sur ce que le pays devrait faire pour souligner l'occasion. Vous pouvez donc vous tourner vers l'Île-du-Prince-Édouard pour exercer un leadership dans ce dossier.

● (0925)

M. Gordon Brown: Je reviens souvent sur ce point parce que seulement trois des dix provinces au Canada exigent qu'un élève ait suivi un cours d'histoire pour obtenir son diplôme d'études secondaires. D'après mes souvenirs de 1967, c'était vraiment l'occasion de mettre l'accent sur notre histoire.

Que pourrions-nous faire pour aider à éduquer les Canadiens? Manifestement, les célébrations commémorant la guerre de 1812 l'an prochain et au cours des deux ou trois années à venir nous offrent une occasion fantastique. Comment pourrions-nous utiliser 2017 et le cent cinquantième du Canada pour vraiment célébrer notre histoire? Quant à l'exercice auquel nous nous livrons actuellement, comment pourrions-nous faire participer les Canadiens à cette consultation?

M. Peter MacLeod: Il y a deux aspects selon moi, il y a le retour sur le passé et il y a aussi le regard vers l'avenir. Nous devrions utiliser 2017 comme un point tournant pour regarder dans les deux directions à la fois. Je vous accorde que les jeunes Canadiens ne connaissent probablement pas assez bien l'histoire du pays.

À cause de considérations constitutionnelles, il n'est pas du ressort du gouvernement du Canada de modifier l'enseignement de l'histoire dans les provinces. Depuis les années 1960, les gouvernements à tous les niveaux se sont retirés du domaine de l'enseignement public. Bien entendu, les États ne cherchent pas à éduquer leurs citoyens que dans nos écoles. J'ai déjà cité l'Expo comme un exemple d'événement qui comportait un vaste programme pédagogique. Même des choses curieuses comme la Place de l'Ontario, inaugurée dans les années 1970, n'avait pas été construite comme un lieu pour présenter des spectacles musicaux et pour y installer des glissades d'eau. Elle se voulait un endroit pour célébrer les progrès de la société ontarienne, pour que vous puissiez aller y voir les nouvelles technologies et en apprendre davantage sur la province.

Il faut qu'une grande conversation ait lieu entre tous les groupes évidents, qu'il s'agisse des bibliothécaires, des enseignants ou de l'Association des musées canadiens. Nous devons les réunir et les mettre au défi de se fixer pour priorité que les Canadiens connaissent mieux leur pays. C'est pour nous une priorité que les Canadiens pensent à l'avenir. Dites-nous ce que vous avez. En quoi consisteraient les possibilités les plus créatives, convaincantes et attrayantes, si on nous donnait cinq ans pour vraiment essayer d'en faire quelque chose? Je crois que ce ne sont pas les idées qui manqueraient. Ce n'était certainement pas les idées qui manquaient quand nous avons réuni des gens au Centre national des Arts.

M. Gordon Brown: Je vous remercie

Le président: Merci monsieur Brown.

Monsieur Cash.

M. Andrew Cash (Davenport, NPD): Je vous remercie monsieur le président et merci à vous tous d'être ici. C'est merveilleux de vous accueillir. En particulier, c'est vraiment un cadeau pour nous d'accueillir quelqu'un comme M. Aykroyd, qui possède une mémoire institutionnelle de l'organisation du centenaire. Il est étonnant que nous n'ayons pas la documentation qualitative et quantitative sur ce que nous avons fait de bien, mis à part son témoignage, ce dont nous vous sommes vraiment reconnaissants. Nous avons beaucoup d'anecdotes qui nous montrent que nous avons fait quelque chose de bien.

C'était en 1967. Monsieur Aykroyd, à votre avis, quel est le plus grand changement que nous vivons actuellement, comparativement à 1967?

• (0930)

M. Peter Aykroyd: C'est dans le domaine de la technologie, les communications, tout ce qui concerne ce que nous appelons les médias sociaux. N'importe qui peut parler à n'importe qui dans le monde sur Internet et en ligne. C'est une percée proprement stupéfiante en matière de communications et de relations personnelles. C'est dans ce domaine que les choses ont changé. C'est de ce domaine dont nous devrions chercher à tirer parti sous l'impulsion de 2017. Ce serait ma réponse.

M. Andrew Cash: Monsieur Aykroyd, je me demande si le gouvernement du Canada vous avait consulté à l'époque où il planifiait le 125^e anniversaire?

M. Peter Aykroyd: Quel anniversaire avez-vous dit?

M. Andrew Cash: Le 125^e anniversaire.

M. Peter Aykroyd: Non, je ne me souviens pas. Je n'y ai pas participé.

M. Andrew Cash: D'accord.

M. Peter Aykroyd: Il vaut la peine de vous souligner, comme députés, qu'en 1967, tout a commencé au cabinet du premier ministre — au bureau de M. Pearson. Il avait un secrétaire particulier nommé Jack Hodgson. Jack Hodgson s'était distingué dans la guerre comme officier de marine et il était un cadre supérieur de la Société central d'hypothèques et de logement. M. Pearson a confié cette responsabilité à Jack Hodgson en 1967. Tout a commencé avec un homme. Il a mené des consultations, et je crois qu'en quelque part, cela devait commencer à la Chambre des communes, parce que c'est de là que part la législation. Je me souviens du moment où le projet de loi a été transmis au ministère de la Justice. J'étais dans les coulisses du Bureau du Conseil privé à l'époque. Je me souviens que le projet de loi était tout détaillé. Quelqu'un avait fait tout le travail, et je ne sais pas dans quelle mesure les députés y avaient effectivement participé. S'il y avait eu un comité comme celui-ci, eh bien c'est sûr qu'il y aurait apporté une grande contribution.

M. Andrew Cash: Oui. Je m'interroge au sujet de la commission comme telle. Je sais que vous en parlez dans votre livre, mais à quel point était-elle indépendante? Comment était-elle structurée?

M. Peter Aykroyd: La Commission du centenaire? Bien sûr, elle avait été établie par une loi pour commencer, et la Loi sur le centenaire précisait assez clairement son mandat. Les commissaires avaient été bien choisis un peu partout au Canada pour représenter un vaste éventail de la population canadienne. Cet aspect n'a pas donné de très bons résultats, et nous pouvons nous y attarder un peu, parce qu'il est très important de voir pourquoi cela n'a pas fonctionné.

Les membres du comité exécutif étaient très diligents. Ils se sont réunis 52 fois en 1967 et ils ont pris les décisions exécutives de façon très responsable, à mon avis.

M. Andrew Cash: Je vous remercie.

Monsieur Jackson, vous avez parlé du centenaire de l'Alberta et vous avez dit qu'il était tombé à plat. La raison que vous avez évoquée tenait au fait qu'il avait été planifié à partir du sommet. Il se peut bien que ce soit une raison, mais j'aimerais savoir si d'autres raisons vous viennent à l'esprit pour expliquer pourquoi il est tombé à plat.

M. Colin Jackson: Une autre raison, dans le même ordre d'idées, c'est que je crois que comme êtres humains, nous nous intéressons à ce que nous aidons à créer. Si cela se résume à un cocktail, je vais venir et nous converserons, mais s'il s'agit d'un repas- partage, nous

sommes dans une dynamique beaucoup plus intime. En Alberta, des événements faisaient le tour de la province, mais le gouvernement proposait, et le secteur privé ou les secteurs sans but lucratif ou culturel disposaient très peu. Il y a eu très peu d'adhésion.

M. Andrew Cash: Ce que vous dites, c'est qu'il n'y a pas eu beaucoup de consultations préalables avec la société dans son ensemble?

M. Colin Jackson: Je pense qu'il y a eu des consultations, mais l'impression, c'était que le premier ministre du gouvernement de l'époque donnait une fête et nous étions invités, plutôt que le premier ministre et le gouvernement de l'époque nous mettent au défi de trouver comment nous allions célébrer ensemble l'anniversaire très important de notre province. Rien n'a été laissé en héritage de cet événement, monsieur Cash. Je suppose que cela ressemble au 125^e anniversaire du Canada, on en a fait si peu de cas.

• (0935)

M. Andrew Cash: 1967 était une époque où, entre autres choses, nous jouissions de l'égalité des revenus peut-être la plus grande de notre histoire. Entre la Deuxième Guerre mondiale et 1977, la part du revenu des riches a chuté de 14 p. 100 du revenu total à un peu moins de 8 p. 100. En 2007, la part du revenu total des riches avait doublé. Il s'agit donc d'un changement fondamental dans notre économie et, par conséquent, dans notre société. Quelle importance faut-il accorder à cet écart des revenus entre 1967 et aujourd'hui par rapport à l'adhésion que nous essayons de susciter à propos du cent cinquantième?

M. Colin Jackson: Je crois que vous allez recueillir des opinions très variées, selon que vous vous adressez à un Torontois du centre-ville ou à un Calgarien. Il y aura des perspectives assez différentes —

M. Andrew Cash: À propos de l'écart du revenu?

M. Colin Jackson: Non, je pense que c'est un point très important. Il pourrait y avoir des divergences quant à la façon dont nous pourrions en tenir compte.

Mais pour en revenir à ce que vous disiez au sujet de l'éducation, Peter...

M. Peter MacLeod: Permettez-moi de répondre très brièvement. Je ne crois pas qu'il revient à l'un de nous, à ce bout-ci de la table, de nous prononcer sur ce point. C'est vraiment aux Canadiens de décider. Je crois que c'est pourquoi une occasion comme un cent cinquantième, une étape importante, peut constituer une occasion si importante de faire le point sur notre situation.

Pour répondre à la question de M. Brown sur la façon de consulter les Canadiens, il ne faut pas seulement leur demander ce qu'ils veulent. Il faut leur donner un contexte pour comparer et contraster notre situation actuelle et d'où nous sommes partis, avec ce à quoi des scénarios de notre avenir pourraient ressembler. Évidemment, étant donné que parmi les pays membres de l'OCDE, le Canada devient plus inégal plus rapidement que tous les autres, sauf l'Allemagne, c'est probablement un contexte important dans lequel cette discussion pourrait se situer.

Le président: Je vous remercie, monsieur Cash.

Monsieur Simms.

M. Scott Simms (Bonavista—Gander—Grand Falls—Windsor, Lib.): Premièrement, je vous remercie d'être venus. Je suis extrêmement impressionné par les documents que j'ai sous les yeux, et je vais vous dire pourquoi. L'esprit qui animait la fin des années 1960 m'a fasciné. Quand je l'ai vu à la télévision et quand j'ai réfléchi, je pense que c'était un esprit qui a catalysé tout ce qui s'est fait de canadien pour les 10, 15 ou 20 années suivantes, au minimum, sinon plus.

Quand je vois le matériel qui a été produit cette année-là, je suis impressionné par la façon dont cela a été géré et par l'enthousiasme dans les années 1960. De toute évidence, l'enthousiasme qui était né de l'année 1949, quand Terre-Neuve est devenue une province canadienne... Il se pourrait bien que je demande un vote sous peu sur ce point.

Quoi qu'il en soit, ce que j'aime, c'est ce défi implicite de demander aux gens de devenir Canadiens, de mettre les gens au défi de prendre conscience de ce qu'ils savent déjà. Nous avons eu une expérience similaire en 1997, à Terre-Neuve. Nous avons célébré nos 500 ans d'existence — lorsque John Cabot a découvert Terre-Neuve-Neuve — et au cours de cette célébration, nous avons pris conscience du passé que nous avons eu. Nous avons pris conscience que l'héritage, c'était les enfants dans les écoles, qui en savent beaucoup plus sur Terre-Neuve-et-Labrador que nous en savions quand nous étions enfants dans les années 1980.

J'aime ce document parce qu'on y lit : « Transportez-le. Faites-le voyager en avion. Mais avant tout, utilisez-le ». Dans le livre — je n'ai pas lu votre livre, mais je vous en remercie de nouveau — il y a une publicité fantastique qui demande qu'est-ce que je peux faire pour le centenaire et qui suggère de hisser le drapeau, d'organiser une réunion de famille, de repeindre la maison, de soutenir des projets locaux. On sent cette impulsion pour amener les gens à faire quelque chose, ce à quoi M. Jackson faisait allusion, je crois, lorsqu'il parlait de redonner au pays, tout en recevant.

Une chose dont je me souviens à propos du centenaire, et c'est resté gravé dans ma mémoire au fil des ans... Nous avons environ sept ou huit Terre-Neuviens dans la LNH, et l'un d'eux a remporté la coupe Stanley l'an dernier. Ils ont appris à jouer au hockey dans les villes les plus petites, dans des stades qui ont été construits en 1967. Il n'y a donc pas de limite aux legs du centenaire.

Vous avez mentionné un atterrissage d'OVNI. Il y a une petite municipalité dans ma circonscription du nom de Happy Adventure — sans blague. Ce serait vraiment un bon endroit pour une piste d'atterrissage d'OVNI.

Quand vous avez eu à décider de la façon d'utiliser ces projets commémoratifs, comme des stades, des structures que les enfants peuvent utiliser, par quel bout avez-vous commencé? Quand avez-vous dit : nous allons construire des stades, nous allons construire des hôtels de ville? Quelle a été la genèse de cette décision?

• (0940)

M. Peter Aykroyd: Il s'agissait d'un programme à frais partagés entre les trois ordres de gouvernement. Conformément à la loi, le gouvernement du Canada a dit qu'il investirait un dollar si la province investissait un dollar, puis les municipalités pouvaient investir un dollar ou plus. Les fonds réunis serviraient à construire des projets commémoratifs du centenaire, de préférence des projets ayant « une valeur et une fonction durables » — c'étaient les mots clés.

Il y a une analyse dans mon livre. Premièrement, il y a un tableau statistique qui montre tous les projets à la grandeur du pays et en

quoi ils consistaient. Dans tous les cas, les projets correspondaient à la philosophie de la province. C'était vraiment assez remarquable.

Le programme se déroulait si bien. Il restait peu de temps à ce moment. Qui était le ministre... pas Judy LaMarsh, mais Lamontagne, qui a dit : « Eh bien, attendez un instant, toutes ces municipalités obtiennent tous ces projets. Je crois que nous devrions avoir un projet majeur dans chaque province, entièrement payé par le gouvernement du Canada — 25 millions de dollars chacun ». C'est de là que viennent quelques-uns des gros projets, et les deux projets du jubilé en Alberta sont des exemples. Ils ont été payés entièrement par des subventions du centenaire. C'était un peu laissé à la discrétion du ministre à l'époque, et c'était accepté.

M. Scott Simms: Je suis heureux de vous l'entendre dire, parce que le problème que posent les programmes à frais partagés dans le contexte actuel, c'est que beaucoup de ces petites municipalités n'ont pas la capacité d'atteindre le niveau souhaité. Je ne veux pas en faire un contentieux rural/urbain ici, mais dans les célébrations du 500^e, nous avons construit une grande réplique du navire de John Cabot — désolé, de Giovanni Caboto qui était Italien, en fait — cet énorme navire qui est encore là. Maintenant, il est en difficulté. Il a besoin d'argent. Nous avons une campagne pour sauver le Matthew!

Célébrer ce qui est propre à une partie du pays, c'est aussi célébrer le cent cinquantième du Canada — vous devriez recevoir l'Ordre du Canada si vous pouvez le prononcer d'un trait, pour dire franchement.

Je crois que vous avez mentionné qu'ils étaient propres à une province, un projet comme celui-là.

M. Peter Aykroyd: Je suis désolé, y a-t-il une question?

M. Scott Simms: Je me demande moi-même s'il y a une question.

La question est la suivante : certains projets sont très caractéristiques d'une région donnée —

M. Peter Aykroyd: Oh, oui.

M. Scott Simms: — comme la réplique du navire qui a découvert Terre-Neuve. Quand vous prépariez cette célébration de 1967, y avait-il des projets comme celui-là?

M. Peter Aykroyd: Oh oui, il y en avait.

Un des problèmes que les projets d'immobilisation de cette nature posent, c'est qu'on ne prévoit pas de fonds pour l'entretien à perpétuité, et cela devient un fardeau.

M. Peter MacLeod: Chaque province avait reçu un cadeau majeur. C'est ainsi que l'Ontario a obtenu les archives et l'Alberta, un centre des arts de la scène. Un grand navire-amiral a été construit, puis il y avait tous les projets municipaux.

M. Scott Simms: Monsieur Aykroyd, c'est ce à quoi vous faisiez allusion quand vous parliez d'un gros projet qui avait été entièrement financé par le gouvernement du Canada?

M. Peter Aykroyd: Oui.

M. Peter MacLeod: Je dirais qu'un simple inventaire de tous les projets du centenaire et commémoratifs au Canada serait un bon point de départ, parce que combien d'enfants fréquentent une école du centenaire ou jouent au hockey sur une patinoire du centenaire ou dans un stade commémoratif ou jouent au ballon dans un parc du centenaire? Une partie de la question concernant l'infrastructure pour 2017 consiste à faire un bilan des legs précédents, de réfléchir à la possibilité de les rénover ou de les améliorer, puis à réfléchir aussi à la sorte d'infrastructure dont le Canada a besoin pour le XXI^e siècle. Il est important de discuter franchement d'où nous en sommes.

Cette fièvre de construction est survenue en partie parce que la Banque Royale du Canada avait publié un bulletin interne en 1958 dans lequel on soulignait que le centenaire était une occasion de combler — et j'aime bien cette expression — « les déficits culturels de notre pays ». Ses auteurs disaient que nous avons besoin de logements pour remplacer les taudis et de lieux destinés aux prestations artistiques et à l'élévation de notre société. Leur message était très ferme. Ils y mettaient le gouvernement au défi de s'engager dans ce programme. Vous trouverez dans la bibliothèque ici le cadeau que la RBC a fait au pays. Il s'intitule: *Panorama canadien: centenaire de 1967*. À quoi les banquiers sont-ils habiles? À compter des choses. Ils ont donc tout compté dans le pays, du nombre de wagons couverts que nous avons sur les rails au nombre d'enfants que nous avons dans les écoles.

Ainsi, les décisions qui ont été prises au sujet du centenaire étaient fondées sur des données probantes. Elles étaient fondées sur une compréhension de la situation où nous nous trouvions en tant que pays, et sur la réponse à ces besoins.

• (0945)

M. Scott Simms: Puis-je faire une dernière observation?

Le président: Eh bien, vous en êtes à huit minutes et demie, donc —

M. Scott Simms: « Que planifiez-vous pour le centenaire? » C'est une chose fantastique à faire. C'était une excellente idée.

Le président: Merci pour cette brève observation supplémentaire, monsieur Simms.

Monsieur Armstrong.

M. Scott Armstrong (Cumberland—Colchester—Musquodoboit Valley, PCC): Je me sens mal pour M. Simms, parce que je crois que nous pourrions accueillir ces témoins pendant deux ou trois jours.

Premièrement, je veux vous remercier tous d'être ici. Nous en sommes encore au début de notre étude et je crois que nous commençons à voir émerger quelques thèmes, mais je crois qu'il reste beaucoup à apprendre. Chaque fois que nous entendons un nouveau témoin, nous nous engageons dans une voie différente, une avenue différente. Ce fut très productif jusqu'ici.

À mon avis, l'une des choses qui doit émaner de notre comité, c'est une recommandation.

Monsieur Aykroyd, vous pourriez probablement faire un commentaire sur ce point. J'estime qu'il est si précieux d'avoir une ressource comme vous, qui a vraiment participé à la planification. Je crois qu'il serait très important que nous nous assurions, au fil de cet exercice, de mettre en place un mécanisme afin que nous puissions avoir des plans et des comptes rendus quand nous planifierons le 200^e anniversaire du Canada en 2067. Je crois que c'est très précieux.

Je pense donc que pour la suite de nos travaux, nous devrions vraiment intégrer cet élément dans notre plan en vue du cent cinquantaire, mais nous devrions aussi avoir un plan pour le prochain, parce que je crois que c'est très utile.

Monsieur Aykroyd, j'apprécie vraiment votre présence parce qu'elle nous procure une ressource très précieuse. L'une des choses que vous avez incorporées dans votre livre est ce que j'appelle un plan en 10 points. Vous l'appelez l'axiomatique de l'anniversaire. Je crois qu'il nous donne une bonne indication d'un point de départ pour notre planification parce qu'il nous révèle le meilleur du centenaire, à

mon avis, après l'avoir parcouru. Je vais parler de deux de ces points et je vais vous demander de commenter, si vous le voulez bien.

Premièrement, vous dites: « [...] souligner les éléments unificateurs: symboles, chansons et tout le patrimoine commun susceptible de rassembler » pour le pays. Jusqu'à présent dans notre étude, nous avons entendu des témoins parler du passeport. Plusieurs témoins ont mentionné ce passeport qu'on donnait aux gens. Nous avons aussi parlé un peu de la chanson, la chanson de Bobby Gimby, et maintenant ce que M. MacLeod nous a apporté aujourd'hui, c'est le symbole et le logo mêmes du centenaire.

À votre avis, à quel point ces symboles unificateurs sont-ils importants? Et croyez-vous que c'est un bon point de départ pour nous, en ce qui concerne la campagne de relations publiques, pour stimuler l'énergie en vue du cent cinquantaire?

M. Peter Aykroyd: Il y a un chapitre dans mon livre sur les symboles et la façon dont le symbole du centenaire a été choisi, de même que la chanson du centenaire, « Canada, we love thee ». C'est un genre d'hymne, encore de mise aujourd'hui et qui appartient encore au gouvernement du Canada. Je crois que les droits d'auteur sont toujours valides.

Il est extrêmement important d'avoir des symboles auxquels les gens peuvent se rattacher et qui, par leur nature même, nous unissent — c'est extrêmement important, très, très précieux. Nous devons évidemment avoir un symbole pour le centenaire. J'avais été chargé de trouver ce symbole. Le récit constitue un chapitre très animé du livre, de la façon dont cela s'est fait, parce que le Canada allait présenter son drapeau au monde, et il n'avait pas de drapeau. Nous étions là, à essayer de faire approuver un symbole du centenaire dans les rangs de l'exécutif du Parlement et de notre centre décisionnel fédéral et en même temps, le débat sur le drapeau faisait rage. Vous vous souviendrez que M. Diefenbaker avait fait traîner le débat pendant tout l'été parce qu'il était attaché à l'ancien symbole. Je répondrai donc que c'est presque évident, à première vue, que les symboles sont extrêmement importants et que c'est un très, très bon endroit pour commencer à unir les gens.

• (0950)

M. Scott Armstrong: Le deuxième point que je veux souligner, et ce sont tous d'excellents points que nous devrions prendre en considération, vous dites que nous devons nous assurer que les gens s'amuseront, « mais laisser aussi place à la dignité et à l'émotion: il est salutaire de laisser s'exprimer l'esprit par le bruit, les rires, les larmes et l'émerveillement ». C'est le dernier point que vous énumérez. Je crois qu'il clarifie un peu la direction que vous aimeriez nous voir emprunter dans notre planification.

Je suis un ancien directeur d'école primaire. Chaque fois que vous voulez vraiment faire adopter quelque chose à des enfants, vous devez le rendre amusant, vous devez le rendre stimulant.

Donc, avez-vous examiné chaque activité que vous planifiez en tant que comité central au moyen d'une lentille: est-ce que ce sera amusant, est-ce que ce sera stimulant? Est-ce quelque chose que vous avez utilisé pour évaluer vos plans?

M. Peter Aykroyd: Non. « L'axiomatique de l'anniversaire », mes 10 commandements pour assurer le succès d'un centenaire ou d'un anniversaire, a été établi après le fait, en analysant les programmes que nous avions menés à terme, en prenant les différents éléments de ces programmes et en disant: « Bon, un instant, qu'est-ce que cela signifie? » Il en est ressorti ces 10 commandements, mais ils sont arrivés après coup, pas avant.

M. Scott Armstrong: Je ne vais pas les passer tous en revue parce que le temps nous presse, mais après les avoir parcourus, je crois que s'il fallait créer un instrument que nous pourrions utiliser pour évaluer les activités que nous retiendrons et que nous essaierons de perpétuer, et si nous utilisions un instrument pour les évaluer afin de voir si elles remplissent certains critères — parce que ce sont les critères qui sont ressortis des événements couronnés de succès que nous avons organisés la dernière fois — en les examinant les unes après les autres sous cette lentille, nous aurions probablement un assez bon outil d'évaluation.

Il pourrait s'agir d'une contribution qui nous restera de votre livre. Je veux vous en remercier. Je crois que je vais en faire une recommandation.

M. Peter Aykroyd: Je vous remercie. Je crois qu'il se perpétuera. C'est bien.

M. Scott Armstrong: Monsieur MacLeod, vous avez dit quelque chose qui m'a inspiré, et à mon avis, c'est un autre point dont nous devrions parler: vous croyez que le cent cinquantaire devrait être un exercice faisant appel à l'imagination publique. Cela revient à ce que M. Jackson disait à propos de la planification descendante et de la participation de la masse.

Je suis d'accord avec vous que nous devons pouvoir offrir aux Canadiens la possibilité d'imaginer ce que le cent cinquantaire signifie pour eux et de pouvoir créer leurs propres événements et leur propre infrastructure dans leurs collectivités et nous devons pouvoir fournir les ressources nécessaires au niveau fédéral pour qu'ils puissent exprimer cette imagination.

Pouvez-vous nous faire des suggestions, pour éviter que nous en fassions une planification descendante, sur la façon dont nous pouvons fournir les ressources et le soutien nécessaires sans trop contrôler ce qui se passe sur le terrain?

M. Peter MacLeod: Vous avez déjà quelques atouts en main. Le premier est le travail que David MacKenzie a fait, avec IPE 2014, dont j'ai déjà parlé. C'est une excellente occasion, et je sais que le gouvernement du Canada a la possibilité de s'engager et de participer à cet exercice.

Le message que j'ai essayé de transmettre aujourd'hui, c'est que je crois que le rôle du gouvernement du Canada est vraiment de convoquer, au bout du compte, et de fournir une partie du tissu connectif au moyen des symboles et d'autres iconographies.

Adressez-vous d'abord aux groupes qui peuvent réunir les Canadiens aujourd'hui. Collaborez avec IPE 2014. Collaborez avec les YMCA du Canada. Ils ont joué un rôle énorme dans l'organisation et la planification du centenaire, avec 52 associations réparties à la grandeur du pays. Examinez l'un des legs importants de Canada 125, le Sentier transcanadien, que les responsables aimeraient beaucoup achever et finir de raccorder à temps pour 2017. Ils ont eu l'idée que nous avions besoin d'une fête du Sentier transcanadien pour que la population sorte en randonnée ce jour-là.

Je pense que si vous faisiez simplement un remue-méninges entre vous, vous pourriez rapidement repérer des associations citoyennes locales dont un grand nombre ont des liens provinciaux et nationaux, qui pourraient collaborer avec vous pour planifier cette conversation. Vous n'avez pas besoin de réinventer la roue. Collaborez aussi avec notre télédiffuseur national. Je crois qu'il a un rôle important à jouer ici.

• (0955)

M. Scott Armstrong: J'ai une dernière question, mais il me reste vraiment très peu de temps, je vais donc être bref.

Elle concerne ce que M. Simms disait. Nous avons beaucoup de municipalités et de petites collectivités dans les régions rurales du pays qui auront de la difficulté à fournir leur part, si le programme est financé un tiers, un tiers, un tiers. La province et le gouvernement fédéral peuvent affecter des budgets considérables à ce projet; ils peuvent verser leurs deux tiers.

Je suggérerais d'établir une certaine forme de niveau de base que toutes les municipalités obtiendraient et qui serait complété par des investissements locaux dans lesquels elles pourraient fournir leur tiers. Je crois vraiment que si nous voulons en faire un événement dont nous ferons la promotion à la grandeur du pays, nous devons donner à chaque collectivité, à chaque groupe à la grandeur du pays, la possibilité de faire quelque chose.

Je suggère donc, Scott, un financement de base pour tous pour leur permettre de faire quelque chose; ensuite, s'ils disposent d'autres ressources, ils pourraient s'engager dans un programme divisé en trois. C'est une solution possible. Qu'en pensez-vous?

M. Peter MacLeod: Je n'ai pas de point de vue technique sur le financement de 2017, mais je pense que tout le monde sait que le gouvernement a déjà une très grande empreinte dans notre pays. L'une des choses très simples que le gouvernement du Canada avait faite était d'insister pour que le logo du centenaire soit imprimé sur chaque chèque qui était envoyé aux Canadiens l'année précédente; donc en 1966 et 1967, chaque chèque envoyé à un ancien combattant, chaque prestation versée par le gouvernement affichait ce petit logo.

Faites un genre de recherche à la grandeur de l'appareil d'État pour recenser tous ces points de contact avec les Canadiens et utilisez-les comme intermédiaires pour communiquer cette possibilité. Chaque fois que vous traversez un trottoir sur lequel l'un de ces symboles du centenaire est imprimé, cela devrait servir de rappel à chacun de vous qu'il faut enfoncer l'accélérateur, parce que c'est à nos portes.

Le président: Je vous remercie, monsieur Armstrong.

Nous passons maintenant aux tours de cinq minutes, dans lesquels vous avez cinq minutes pour la question et la réponse.

Nous avez la parole en premier, monsieur Nantel.

M. Pierre Nantel (Longueuil—Pierre-Boucher, NPD): Merci.

Premièrement, j'apprécie vraiment votre présence ici, monsieur Aykroyd. Honnêtement, c'est un grand privilège pour nous.

De toute évidence, 1967 est arrivé à une époque où régnaient la richesse, l'ouverture et l'optimisme. Les 45 dernières années ont apporté de nombreux changements par rapport aux tensions relatives à l'unité nationale ainsi qu'à l'économie, qui n'est pas aussi claire qu'elle l'était.

Si vous deviez être réaffecté aujourd'hui à notre cent cinquantaire, comment vous adapteriez-vous à ces changements?

M. Peter Aykroyd: Je n'ai pas saisi la question.

M. Pierre Nantel: Si vous vouliez être réaffecté à l'organisation des célébrations du cent cinquantaire, modifieriez-vous votre approche, compte tenu des changements que le Canada a vécus au cours des 45 dernières années.

M. Peter Aykroyd: Absolument. Il serait essentiel de le faire. Il serait prudent pour tout planificateur d'évaluer cette évolution et de mettre à jour sa base de données et ses opinions sur les tendances, absolument. Il est certain que les fruits des travaux de votre comité en tiendront compte.

J'aimerais parler de quelque chose que je me dois de mentionner, et c'est ce que nous appelons le secteur privé. Où était le secteur privé dans le centenaire? Nulle part. Et les grandes sociétés du Canada? Nulle part.

La seule société qui s'est présentée au bâton était la Banque Royale. Elle a donné 50 000 \$ par an à une noble cause après examen de demandes, et c'était considéré comme un cadeau du centenaire. Personne d'autre ne l'a fait, personne.

Il faut s'arrêter pour réfléchir aux raisons pour lesquelles l'esprit et la personnalité des sociétés canadiennes les avaient rendues si réfractaires à s'engager. L'une des réponses, c'est qu'elles sont allées à l'Expo, parce que l'Expo leur avait fait une place, avait prévu une structure pour elles, ce qui a fait en sorte que le reste des célébrations à la grandeur du pays auxquelles tous les Canadiens participaient ont été négligées.

Il faut y penser. Quel rôle le secteur privé jouera-t-il dans l'anniversaire qui approche?

Mr. Pierre Nantel: Je vous remercie monsieur Aykroyd.

Mon autre question est destinée à M. MacLeod. En mars 2010, vous avez rencontré beaucoup de gens pour recueillir des idées en vue de la prochaine célébration. Des thèmes sont-ils ressortis de façon marquante? Disons que nous parlons de...

[Français]

Je vais m'exprimer en français.

Prenons l'exemple de l'assurance-maladie, qui a changé considérablement les choses au Canada. Est-ce que cette thématique est ressortie? Est-ce que d'autres thèmes sont ressortis? Essentiellement, je vous ai entendu parler des succès de 1967. Quelles idées avez-vous reçues pour l'avenir?

• (1000)

[Traduction]

M. Peter MacLeod: Je vous remercie de la question.

Le rapport de la conférence que nous avons publié énumérait sept ou huit principes qui devaient guider la planification de 2017, de l'avis des participants à la conférence.

Le premier est l'idée que la diversité fait la fierté du Canada; elle fait partie de notre caractère et c'est notre force, et 2017 devrait l'illustrer; que ce sont des idées de grande envergure qui, au bout du compte, contribuent à laisser un héritage durable; qu'il devrait s'agir d'une occasion de ranimer le sentiment d'imagination publique; puis l'idée, que j'ai déjà mentionnée, que la démographie est notre destin.

Un point dont il a été longuement question à la conférence, c'est le fait que la nouveauté de devenir un pays multiculturel en 1967, d'accueillir plus d'immigrants par habitant que tout autre pays au monde, un héritage qui s'est poursuivi, ne décrit plus le portrait global. Nous sommes aussi un pays d'émigrants, c'est-à-dire que, de fait, 8 p. 100 de notre population vit à l'étranger, et c'est un pourcentage plus élevé que pour n'importe quel autre pays du G-8. Il ne s'agit pas seulement de Canadiens de convenance, ce sont des jeunes qui poursuivent leurs études, ce sont des gens qui profitent d'occasions de voyager, ce sont des gens d'affaires dans le monde entier.

Par conséquent, en 2017, comment pourrions-nous en faire une célébration mondiale? Comment pouvons-nous mobiliser nos ambassades et nos consulats pour qu'ils y participent? Les participants à la conférence ont décrit notre société comme l'une des meilleures et des plus justes et ils ont dit qu'au bout du compte, le cent cinquantième doit être partagé par tous.

M. Pierre Nantel: Ma dernière question s'adresse à monsieur Jackson.

J'ai beaucoup aimé votre idée que les Canadiens s'offrent des cadeaux les uns les autres. À mon avis, c'est un lien. Nous parlons de façons de célébrer et ce qui a produit de bons résultats pour le centenaire, et merci aux efforts de M. Aykroyd et à son équipe, mais parlez-moi un peu plus de votre idée des cadeaux.

M. Colin Jackson: Je vous remercie.

Un cadeau pourrait être aussi simple que d'installer son barbecue sur la pelouse devant la maison et d'inviter des voisins que vous n'avez jamais rencontrés à une conférence sur l'avenir de la Confédération.

L'un des éléments qui me fascine, auquel il serait difficile pour le gouvernement de s'intéresser, mais auquel il devrait probablement s'intéresser, concerne la nature de nos obligations. Nous parlons souvent de notre droit de voter, des droits de la personne et ainsi de suite, et il faut évidemment s'en réjouir. Cependant, ce que je comprends de mes obligations comme Canadien, c'est de payer des impôts et d'être membre d'un jury, si je suis convoqué, et c'est à peu près tout. Est-ce suffisant? Pourrions-nous étoffer davantage cette notion de nos obligations formelles les uns envers les autres?

En ce qui concerne la participation des sociétés et des entreprises, mon expérience jusqu'ici — évidemment, elle est très brève, cela ne fait qu'un an —, c'est qu'elles se disent prêtes, sans hésiter, à envisager une contribution financière et un investissement de temps. Mais des entreprises de toutes sortes à Calgary me demandent toujours comment elles peuvent faire participer leurs employés. Eh bien, il suffit peut-être que vous vous rendiez au Tim Horton pour acheter du café et des beignes et que vous ayez une conversation sur ce vous pouvez faire en tant qu'entreprise pour le centenaire.

Je vous rappelle que les sociétés, à Calgary et ailleurs, ont des réseaux nationaux et internationaux remarquables. Cela nous ramène à ce que Peter disait, comment pouvons-nous mettre en évidence notre présence mondiale. Eh bien, Nexen a des intérêts commerciaux en Mer du Nord, au Moyen-Orient et dans beaucoup d'endroits. Ce sont des réseaux que nous pouvons mobiliser.

Le président: Votre temps est écoulé.

Mr. Pierre Nantel: Mon temps est écoulé.

Le président: Nous avons ensuite M. Young.

M. Terence Young (Oakville, PCC): Merci, monsieur le président.

Merci messieurs d'être ici aujourd'hui et de nous donner de votre temps. C'est très enrichissant pour nous.

Je suis un peu plus âgé que messieurs Brown et Armstrong, je connaissais donc très bien la chanson de Bobby Gimby, surnommé le *Pied Piper*, par analogie au joueur de pipeau de Hamelin, qui parle du Canada. C'est très mémorable pour ma génération, mon groupe, du moins.

Je veux aussi remercier M. Peter Aykroyd de sa définition du patriotisme. C'est très simple: c'est mon pays, ma terre natale. Je suis sûr que son axiome de l'anniversaire sera très utile à notre comité et au gouvernement comme modèle ou comme guide.

Cela doit faire plaisir de se faire rappeler. Ils ont encore besoin de vous. Ils ont encore besoin de vos conseils.

Monsieur Aykroyd, vous avez suggéré de faire participer davantage le secteur privé au cent cinquantaire. Avez-vous d'autres suggestions pour susciter davantage d'enthousiasme pour notre cent cinquantaire?

M. Peter Aykroyd: C'est une question trop vaste et trop complexe pour qu'on y réponde autrement que d'une façon très globale, et je ne suis pas capable de le faire.

Il y a beaucoup de suggestions. J'ai remarqué dans le document que la greffière de votre comité m'a remis qu'il y a déjà un assez grand nombre de suggestions auxquelles vous pourriez vous attaquer. Je crois que ce n'est pas un mauvais commencement. Je me rends bien compte du travail qui a été accompli pour préparer ce document.

C'est la meilleure réponse que je peux donner.

•(1005)

M. Terence Young: Parfait, c'est utile aussi. Je vous remercie beaucoup.

L'une des choses qui m'intéresse en vue de la célébration du cent cinquantaire, et la période qui la précède — nous voulons que ce soit une célébration qui mène à 2017 —, c'est de raconter des histoires canadiennes. Par exemple je crois que très peu de Canadiens savent que Sir John Graves Simcoe, le premier gouverneur de l'Ontario, a interdit l'esclavage dans le Haut-Canada 60 ans avant la guerre civile américaine, sans qu'un coup de feu soit tiré. J'aimerais voir cette histoire racontée au cinéma, ou incarnée par une compagnie de danse ou dans un opéra ou peu importe.

Peter MacLeod, je voulais vous demander si vous avez des suggestions pour faire participer davantage aux célébrations les Canadiens actifs dans le milieu artistique.

M. Peter MacLeod: Eh bien, je crois que Colin, qui dirige le Centre des arts de la Confédération, et le Centre des arts Epcor à Calgary, aurait peut-être davantage de suggestions à ce sujet.

M. Terence Young: Je vais aussi lui poser la question.

M. Peter MacLeod: Bon, d'accord.

Je crois que les arts sont encore importants, parce qu'ils expriment une sorte de vitalité, n'est-ce-pas? Ils sont un lieu propice à l'expérimentation, un lieu propice à l'imagination publique. Les arts sont un peu partout. Prenez Toronto, où nous avons l'incroyable festival des arts urbains Manifesto qui revient chaque année. Une fois encore, il ne s'agit pas de créer tout à partir de zéro. Il s'agit d'entrer en rapport avec des organisations et de leur donner une petite poussée dès maintenant, ce qui n'est pas forcément synonyme de financement. Cela signifie simplement de les inviter à commencer à y réfléchir. Suggérez à toutes les associations du domaine artistique que cette année est le moment propice pour soulever la question à leur assemblée générale annuelle et de venir peut-être vous présenter leurs plans plus tard. Vous jouissez d'un énorme pouvoir de convocation pour demander à n'importe quel de ces cadres supérieurs du milieu artistique de faire les devoirs nécessaires pour réfléchir à la façon dont les arts peuvent jouer un rôle.

M. Terence Young: Avez-vous des idées au sujet de fonds de lancement ou de concours, ou d'autres choses du genre?

M. Peter MacLeod: L'argent qui peut être investi dans l'organisation est vraiment important.

Je soulève peut-être un point plus global au sujet du cent cinquantaire, mais personne n'a demandé comment nous allions

utiliser Facebook et Twitter et la technologie pour en faire un énorme succès. Bien sûr, la technologie va jouer un rôle important, mais n'oublions pas que dans le centenaire, le gouvernement du Canada avait financé les déplacements de centaines de milliers d'élèves du secondaire par autobus et par train à la grandeur du pays, pour qu'ils puissent simplement voir leur pays. Le Canada ne s'est pas rétréci au cours des 40 et quelques dernières années. Nous aurons besoin que le gouvernement du Canada continue à aider les gens, comme William Thorsell l'a écrit, à se mêler, à bouger et à voir leur pays. Nous en avons besoin à l'étape de la planification. Nous en avons besoin dans le cadre de la célébration.

M. Terence Young: Monsieur Jackson, j'aimerais vous poser la même question sur les façons de faire participer la communauté artistique pour raconter des histoires canadiennes.

M. Colin Jackson: Pour appuyer ce que Peter disait, je crois beaucoup en la capacité du gouvernement de rassembler, mais aussi en sa capacité à lancer un défi. Je crois que le financement est nécessaire, mais pas obligatoire. Je crois que nous pouvons promouvoir l'obligation qui nous incombe, à nous qui bénéficions de faire partie de ce pays, à contribuer à notre pays, peu importe que nous soyons financés ou non. Si nous avons besoin de fonds publics pour un projet particulier et que nous pouvons en faire la démonstration, excellent. Mais nous devrions le faire de toute façon. Je soutiendrais fermement que l'idée première n'est pas le financement de démarrage, l'idée première, c'est le lancement d'un défi.

M. Terence Young: C'est très utile.

Le président: Merci monsieur Young.

Monsieur Benskin.

M. Tyrone Benskin (Jeanne-Le Ber, NPD): Merci à tous d'être ici et merci pour vos exposés.

Je vais revenir sur ce que M. Jackson disait au sujet de ce que je pourrais présenter comme recommandation, que le gouvernement lance effectivement ce défi. Le fait que ces discussions se déroulent maintenant en vue de 2017 n'est pas très connu, en ce sens que la population comme telle n'est pas au courant que nous tenons ces discussions.

J'ai été frappé par les logos, les photos que vous avez présentés, et le fait que ces éléments étaient un peu... on avait envoyé ce logo en disant: « Eh, utilisez-le ». L'idée venait quand même des gens, mais le tissu connectif, comme vous le dites, était le symbole distinctif qui indiquait qu'il s'agit d'un projet du centenaire canadien. Ce que j'entends aussi de ce groupe, c'est qu'il semble y avoir un consensus selon lequel le succès de l'événement était dû au fait que les activités venaient des gens.

Une fois encore, en feuilletant le livre, j'ai vu le logo et je me suis souvenu du programme qui avait été mis en oeuvre à l'école secondaire pour ceux d'entre nous qui sont de cette époque. C'était le précurseur de ParticipAction. Il y avait une série d'exercices à faire et des objectifs qu'il fallait atteindre. On vous remettait un écusson de bronze, d'argent ou d'or. Cela en faisait partie aussi, parce que l'écusson portait le symbole du centenaire. Si je comprends bien, ce sont des programmes de ce genre que vous recommandez, en vue de créer la vague d'activités et de participation des Canadiens.

Cette description est -elle juste?

•(1010)

M. Peter MacLeod: Je crois que vous avez vu juste sur ce point. Vous savez, l'envoi d'écussons et de choses du genre, et l'impression des passeports de l'Expo — combien cela a-t-il coûté concrètement? Très, très peu et voyez la trace que cela a laissée sur une génération de Canadiens. Depuis que je me suis lancé sur la piste du centenaire, vous ne croiriez pas le nombre de personnes qui m'ont dit: « Je pense que j'ai encore mon passeport de l'Expo quelque part », et c'est vraiment précieux pour eux.

Pour le moment, je ne crois pas qu'il est nécessaire de gonfler les Canadiens à bloc au sujet du cent cinquantaire. Ils ont beaucoup d'autres chats à fouetter pour les deux ou trois années à venir, mais, bon sang, nous sommes déjà presque en retard en ce qui concerne la mobilisation des associations... Le Conseil canadien des chefs d'entreprises va-t-il convoquer tous ses membres pour tenir une conférence sur le sujet au cours de l'année? Il devrait probablement le faire. Les enseignants ou les artistes, vont-ils se réunir au cours de l'année pour établir leurs plans? Ils devraient probablement le faire. Une fois encore, je crois que votre comité peut faire avancer beaucoup les choses en leur lançant ce défi, comme Colin l'a dit.

M. Tyrone Benskin: Je vous remercie.

L'une des choses qui m'a frappé, c'est la simplicité. Comment croyez-vous, dans l'atmosphère plus indifférente dans laquelle nous vivons aujourd'hui... En 1967, on était vraiment tournés vers l'avenir. Il y avait un sentiment de croissance: voilà ce dont nous sommes capables, comme Canadiens. Cinquante ans plus tard, un certain malaise s'est installé. Que suggèreriez-vous quant aux possibilités d'éveiller de nouveau l'enthousiasme de la population pour le pays, et d'éveiller l'enthousiasme de la population pour qui ils sont comme Canadiens?

La question s'adresse à n'importe lequel d'entre vous.

M. Peter Aykroyd: À mon avis, ce serait possible si le Nouveau Parti démocratique et le Parti libéral avaient tous deux des chefs solides demain.

Des voix: Oh, oh!

Mr. Tyrone Benskin: Nous travaillons là-dessus.

M. Colin Jackson: D'après mon expérience jusqu'à présent, je dirais qu'il y a beaucoup de bois sec qui n'attend qu'une étincelle: la question du défi, l'opportunité du défi, la possibilité du défi. Je m'entretenais il y a deux ou trois jours avec un ami, un important philanthrope qui va bientôt faire un don vraiment considérable à une institution nationale et sur-le-champ, il lui est venu l'idée de dire: eh bien, pourquoi je ne le ferais pas dans l'esprit du cent cinquantaire? Des dons seront probablement versés de toute façon, et peut-être dans le même ordre de grandeur, mais ils pourraient être faits « dans l'esprit de ».

J'ai eu la même conversation avec des dirigeants du Calgary corporatif. Ils ont tous des groupes ou des fondations de responsabilisation sociale des entreprises et ils versent des contributions à des projets et à des entreprises communautaires. Pourquoi ne pas donner aux dons qui seront versés au cours des prochaines années l'image de marque du cent cinquantaire? Une fois encore, cela peut se faire par l'intermédiaire des canaux existants, dans le cadre de projets aussi simples que de préparer des petits gâteaux et d'en apporter à la voisine.

M. Peter MacLeod: Nous avons sondé de façon informelle les participants à la conférence. Je sais que Keith Neuman y était, et il vous a probablement dit que, des francophones et des anglophones,

c'était en fait les allophones qui étaient les plus emballés à l'idée de célébrer.

Nous parlons souvent de l'apathie citoyenne. Je suis dans le domaine de la participation publique, mais cela peut devenir une prophétie autoréalisatrice. L'occasion est vraiment ce que nous décidons d'en faire. Si vous reprenez cette publicité, le titre dit: « Le centenaire a été l'événement le plus amusant depuis des années! Étiez-vous surpris? » La plupart des gens ne croyaient pas du tout que le centenaire allait être aussi amusant, et nous nous sommes surpris nous-mêmes, tout comme nous l'avons fait récemment avec les Olympiques de Vancouver.

•(1015)

Le président: Je vous remercie monsieur Benskin.

Je voudrais dire un mot aux députés. Les lumières clignotent et la sonnerie retentit, ce qui signifie que nous devons aller voter. La sonnerie nous indique que nous avons 30 minutes, donc théoriquement, nous devrions lever la séance. Avec le consentement unanime des membres du comité, nous pourrions poursuivre nos travaux pendant 15 minutes.

Avons-nous le consentement unanime pour continuer pendant 15 minutes?

Des voix: D'accord.

Le président: Bien, pour un tour de cinq minutes, allez-y s'il vous plaît, monsieur Gill.

M. Parm Gill (Brampton—Springdale, PCC): Je vous remercie monsieur le président.

Je veux remercier les témoins pour leur temps et leur présence aujourd'hui.

Nous sommes pressés par le temps et tout le reste, j'essaierai donc de poser des questions très brèves. Si vous pouviez répondre brièvement, ce serait fantastique.

Ma première question s'adresse à M. Aykroyd. Nous avons vu le symbole du centenaire et je me demandais si vous pouviez brièvement décrire le processus qui a mené au choix du symbole.

M. Peter Aykroyd: Voulez-vous savoir comment le symbole a été choisi?

M. Parm Gill: Oui.

M. Peter Aykroyd: Nous avons envoyé des lettres à tous les graphistes du Canada qui s'y connaissent en conception graphique et nous leur avons demandé de proposer sous une forme standard ce qu'ils jugeaient être un symbole approprié pour le centenaire. Cela n'a rien donné, parce que le comité exécutif de la Commission du centenaire n'a aimé aucune des propositions que nous avons reçues. Nous avons dû leur remettre la bourse de toute façon — un premier prix, un deuxième et un troisième — parce que nous avions promis de leur remettre un prix.

C'est en désespoir de cause que nous nous sommes adressés à un jeune graphiste qui travaillait pour une imprimerie de Toronto et nous lui avons demandé s'il pouvait concevoir quelque chose pour nous rapidement, et il a proposé quelque chose que tout le monde a aimé. C'était vraiment curieux.

M. Parm Gill: Merci, j'apprécie.

Ma prochaine question pourrait s'adresser à M. MacLeod. Au cours des 45 dernières années, les caractéristiques démographiques de la population canadienne ont beaucoup changé. Beaucoup de néo-Canadiens participeront au cent cinquantaire.

Quelle sorte d'incidence cela pourrait-il avoir ou, à votre avis, qu'est-ce que nous ne devrions pas oublier au cours de notre planification, compte tenu des néo-Canadiens et de la nouvelle ethnographie?

M. Peter MacLeod: L'Institut pour la citoyenneté canadienne, un legs de l'ancienne gouverneure générale que gère Gillian Hewitt Smith, est l'une des organisations qui pourrait être très utile. Ils ont créé un programme d'accès culturel à l'intention de tous les néo-Canadiens pour qu'ils aient automatiquement accès sans frais aux meilleurs musées, galeries d'arts et autres institutions culturelles du pays. Ils sont aussi responsables de l'organisation des cérémonies de citoyenneté spéciales. C'est un groupe qui pourrait avoir de bonnes idées.

Il n'y a aucun doute que la démographie de notre pays a radicalement changé et, au risque de me répéter, je crois que c'est pourquoi il ne s'agit pas d'un simple exercice de mobilisation publique. Ce n'est que la moitié de l'équation. L'exercice est tout autant une possibilité d'apprentissage collectif. Il y a beaucoup de choses que nous ne connaissons pas à propos de nous-mêmes, que ce soit à propos de notre réalité contemporaine ou de notre histoire ou de la nature véritable de certains des choix auxquels notre pays sera confronté au cours de la prochaine génération.

Pour tous ceux qui sont nouvellement arrivés au Canada, cela ne fait peut-être que rendre la conversation d'autant plus pertinente et urgente. Nous avons d'excellentes institutions à la grandeur du pays qui peuvent aider à organiser cette conversation mais au moins, les sondages nous apprennent que les gens sont vivement intéressés à y participer.

M. Parm Gill: Je vous remercie.

J'ai une question pour M. Jackson.

Premièrement, je veux vous remercier pour le merveilleux travail que vous et votre organisation accomplissez.

Est-ce que d'autres villes ont manifesté leur intérêt à reproduire ce que vous faites?

M. Colin Jackson: Je vous remercie.

Nous avons l'intention d'offrir librement le fruit de nos travaux à quiconque veut tirer parti à la fois du contenu, des éléments comme le symbole que nous avons créé, et de ce que nous avons appris au sujet de la mobilisation citoyenne, des projets et ainsi de suite. Nous mettons le tout à la disposition de tous ceux qui voudraient l'utiliser.

Il y a des étincelles dans différentes régions du pays. Aucune organisation n'est aussi avancée que la nôtre. Nous ne sommes pas si avancés que ça, mais il n'y a personne d'autre à notre niveau. Par exemple à London, en Ontario, un groupe issu, je crois, du Corps des commissionnaires élabore un projet commémoratif. Il y a des projets ciblés de ce genre, mais pas encore de grands groupes de coordination.

•(1020)

M. Parm Gill: C'est fantastique.

Dans votre site, observez-vous une tendance quant aux catégories de cadeaux ou de projets que les Canadiens souhaitent voir?

M. Colin Jackson: La tendance illustre probablement nos propres partis pris.

Ce qui revient souvent, ce sont des façons d'apprendre à mieux nous connaître; pour reprendre l'expression de Peter, des façons de nous découvrir les uns les autres. Il y a des histoires au sujet de notre origine et de la façon dont nous sommes arrivés au Canada, et des

histoires sur l'allure que nos rêves communs pourraient prendre et des façons de les examiner. Voilà les genres de tons et de tendances.

Au risque de me répéter, monsieur Gill, je ne suis pas sûr que ce soit qui nous sommes, ce que nous entendons de nos propres oreilles, plutôt que ce que la communauté nous dit. Nous entendons davantage parler d'apprentissage et de rapports humains que de projets concrets pour le moment.

Le président: Je vous remercie monsieur Gill.

Madame Boutin-Sweet.

[Français]

Mme Marjolaine Boutin-Sweet (Hochelaga, NPD): Merci, monsieur le président.

Je remercie également nos trois témoins d'être parmi nous.

Monsieur MacLeod, dans votre présentation, vous avez parlé de qui nous sommes, où nous sommes rendus et où nous nous en allons. C'était très intéressant.

Je vais revenir sur une chose que vous avez mentionnée. Vous avez parlé de symboles. Je conviens que les symboles sont très importants. Vous avez parlé des legs permanents tels les parcs. Cependant, il y a une autre chose que vous avez mentionnée que j'ai trouvée encore plus intéressante en tant que legs permanents. Vous avez parlé de logements. Donc, sauf erreur, il s'agissait de la construction de logements sociaux.

Pourriez-vous donner plus de détails à ce sujet? Sinon, seriez-vous d'accord pour dire que ce genre de legs permanent pourrait être très important dans une société changeante comme la nôtre, avec l'augmentation de la disparité des salaires et les problèmes de pauvreté?

[Traduction]

M. Peter MacLeod: La question est très importante.

Le centenaire a répondu à des besoins très concrets de notre pays. C'est la Banque Royale qui avait signalé que le logement était l'un de ces besoins. Cela ne faisait pas partie du programme du centenaire, mais évidemment, les années 1970 étaient une époque d'investissements fédéraux considérables dans les logements sociaux qui ont créé des quartiers vraiment durables et réussis dans les grandes villes du pays.

Je n'ai pas position très arrêtée ni de conseil bien étoffé à vous donner à ce sujet, si ce n'est que cette phase de planification doit vraiment être fondée sur une vue d'ensemble complète et franche et directe de la situation du pays et de ce dont il a besoin. Ce n'est pas nous voulions nous montrer intraitables sur ce sujet, mais c'est parce que nous voulons établir des liens avec les vrais Canadiens dans leur vécu quotidien. Nous voulons pouvoir en faire une occasion ou un événement qui correspond vraiment à leur vie. Je crois qu'il est tout à fait pertinent que l'étude de votre comité prenne en compte les nombreux phénomènes sociaux, les obstacles ou les défis auxquels les Canadiens font face et la façon de voir une occasion comme le cent cinquantième non seulement comme une fête, mais comme une possibilité de stimuler l'imagination publique et l'investissement public.

Je souscris aussi à l'idée que le secteur privé doit prendre le relais cette fois-ci et participer aussi à la conversation.

[Français]

Mme Marjolaine Boutin-Sweet: Je voyais M. Jackson hocher de la tête. Je présume donc que vous êtes favorable à ce principe.

Aimeriez-vous commenter la question?

[Traduction]

M. Colin Jackson: L'une des possibilités que ce merveilleux événement nous offre, c'est qu'il y a plusieurs sources de leadership ici. Si le gouvernement peut agir de manière à appuyer ces sources de leadership, les gens qui sont profondément préoccupés par la justice sociale seront honorés et reconnus, des gens qui ont d'autres cadeaux à nous offrir. À ce stade-ci de notre aventure, la capacité du gouvernement de rassembler et de lancer un défi est de la plus grande utilité.

M. Peter MacLeod: Tous les membres du comité devraient être grandement soulagés d'apprendre que vous n'avez pas à trouver l'idée maîtresse qui plaira à tout le monde. À mon avis, votre travail consiste à créer un sentiment d'urgence à ce sujet et à mettre en place un cadre. Que vous vous intéressiez aux arts, à l'éducation publique, au logement ou aux voyages, vous devriez voir 2017 comme une occasion importante de faire votre marque. Si vous pouvez établir un cadre qui aide les Canadiens à prendre conscience de cette possibilité, vous aurez catalyser une série remarquable d'événements pour le pays.

• (1025)

Le président: Monsieur Hillyer.

M. Jim Hillyer (Lethbridge, PCC): Merci.

Monsieur Jackson, vous avez parlé un peu de ce que votre groupe fait. Pourriez-vous expliquer l'origine de votre groupe? Qui en a eu l'idée? Comment a-t-il commencé? Avez-vous des recommandations à nous faire sur la façon dont nous pourrions aider d'autres groupes du genre à démarrer?

M. Colin Jackson: À l'origine, il y a eu la conférence que Peter MacLeod et l'IAPC ont organisée il y a 18 mois de cela. J'ai eu la chance d'être invité, et j'ai été converti, inspiré. Par chance, j'ai des amis qui sont retraités, comme moi, et qui peuvent consacrer du temps à des projets qui réussissent à gagner leur cœur et à les captiver. Voilà pour l'origine. Quant à l'exécution, vous avez besoin d'un nombre suffisant de personnes, certains retraités, d'autres plus jeunes, qui cherchent quelque chose de plus grand qu'eux-mêmes.

Comment stimuler cet intérêt ailleurs? Au cours de l'hiver, nous créerons davantage de contenu et j'espère que cela constituera une inspiration pour d'autres, un défi. Nous serions enchantés de pouvoir

renvoyer à des sections, peu importe qu'elles s'appellent *imagination 150* ou autre chose, dans différentes régions du pays et d'apprendre d'elles en même temps qu'elles apprennent de nous. Nous serions ravis si Red Deer ou Kapuskasing était plus avancé que nous le sommes. Nous devons continuer à augmenter la mise.

Qu'est-ce que le gouvernement peut faire? C'est le défi. Vous avez entendu mon parti pris en faveur de la prudence quant à la rapidité avec laquelle les fonds publics entrent en jeu. Il ne s'agit pas d'une question morale. Il s'agit de stimuler le sentiment de citoyenneté des Canadiens, leur sentiment de générosité les uns envers les autres puis de le concrétiser avec des fonds publics au besoin. Je n'ai rien contre les fonds publics. Cependant, il ne faudrait pas en faire une fête achetée toute faite; il faudrait en faire une fête à la fortune du pot.

M. Jim Hillyer: Je vais céder mon temps de parole à M. Calandra.

M. Paul Calandra (Oak Ridges—Markham, PCC): Merci, et merci à vous tous d'être venus. Je l'apprécie et je vous remercie pour les présents. Nous allons en prendre connaissance. Je pense que nous pourrions peut-être vous réinviter quand nous commencerons à élaborer le projet de façon un peu plus concrète.

M. Scott Simms: Une dernière question. Monsieur Aykroyd, pourriez-vous autographier mon livre, s'il vous plaît?

Le président: Merci à nos experts, c'était très instructif. Nous vous sommes très reconnaissants d'être venus, messieurs MacLeod, Aykroyd et Jackson. Ce fut une merveilleuse contribution à notre étude. Je m'en voudrais en outre de ne pas remercier aussi M. Dan Aykroyd de sa présence. Je crois que nous avons tous apprécié sa présence. Je vois qu'on fait la file pour lui parler.

Monsieur Cash.

M. Andrew Cash: Je veux soulever un point. Nous avons décidé de poursuivre jusqu'à 10 h 30. Il n'est pas encore 10 h 30. Nous avons invité nos témoins et j'ai encore une question et vous avez levé la séance.

Le président: Il est 10 h 30.

M. Andrew Cash: Je suis désolé, je me fiais à cette horloge-ci. Mes excuses.

Le président: La séance est levée.

POSTE  MAIL

Société canadienne des postes / Canada Post Corporation

Port payé

Postage paid

Poste-lettre

Lettermail

**1782711
Ottawa**

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

If undelivered, return COVER ONLY to:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

On peut obtenir des copies supplémentaires en écrivant à : Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Additional copies may be obtained from: Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>